

*Licences d'exportation et d'importation—Loi*

Nous savons tous que les industries de fabrication canadienne ont au plus un coefficient d'efficacité de 75 p. 100 par rapport aux industries comparables aux États-Unis. Et pourtant, aujourd'hui, au taux du change étranger, le dollar canadien vaut \$1.04 sur le marché par rapport au dollar des États-Unis. Si l'industrie canadienne de fabrication était classée d'après son coefficient d'efficacité et de productivité, notre dollar par rapport à celui des États-Unis ne vaudrait pas plus de 75c. Dans une grande mesure, le problème provient de ce que nous sommes prêts à exporter sur les marchés mondiaux nos matières premières non transformées et non traitées, matières premières qu'un monde affamé, avide des produits bruts non transformés de nos forêts, de notre sol et de nos fermes, consomme si facilement. Nous avons tous vu ou entendu parler des «brown-outs» à New York. Nous avons tous entendu parler d'usines qui ont fermé leur portes faute d'énergie. Or, que faisons-nous ici? Nous polluons nos rivières, nos cours d'eau et notre air pour produire des matières premières destinées à des usines étrangères et de l'énergie hydro-électrique pour faire fonctionner les climatiseurs des étrangers.

Il est grand temps que ce gouvernement et tous les autres qui lui succéderont à la tête du Canada pendant les années 70 et jusqu'à la fin du siècle se préoccupent des ressources dont nous disposons. A une certaine époque, nous avons vendu du charbon au Japon parce que nous ne pouvions pas l'écouler ailleurs, et nous avons vendu notre minerai de fer aux sidérurgies américaines parce que nous n'avions pas d'autres débouchés. Nous avons vendu la pâte de papier et le bois à papier à l'étranger parce que nous ne pouvions en faire meilleur usage. Nous avons vendu notre bois de construction à rabais, à vil prix afin de l'écouler. Mais en 1974, la situation a changé et le monde réclame ces matières premières que nous pouvons produire. N'importe quel bêta pourrait vendre de la pâte à papier dans le monde entier aujourd'hui, vendre du blé dans un monde qui crie famine, vendre du minerai de fer et du coke à des sidérurgies japonaises qui manquent de matières premières. Le premier venu pourrait vendre quelques watts supplémentaires, aux New-yorkais, surtout lorsqu'ils sont plongés dans une demi-obscureté et que le climatiseur ne fonctionne pas faute d'électricité.

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour vendre nos matières premières dans le monde d'aujourd'hui. N'importe qui peut le faire, et c'est justement là que réside le problème. Les matières premières de notre pays ont fait l'objet d'une surenchère incessante. Il s'ensuit que notre dollar s'établit à \$1.04 par rapport au dollar américain, alors que si l'on se basait sur la productivité, sur l'efficacité de notre secteur de la fabrication, il devrait être considérablement inférieur, peut-être à 75c.

J'espère que le ministre propose, en présentant ce bill, une nouvelle politique relative aux matières premières. J'aime à croire, au moment où je vais voter en faveur du bill, comme j'en ai l'intention, que c'est bien à cela que songe le ministre—que nous n'allons pas nous contenter de nous défaire de nos ressources, en toute hâte, comme par le passé. Nous devrions vendre du bœuf, du bœuf Kobe, et non des grains de provende; nous devrions vendre des essuie-tout, et non de la pâte de papier; nous devrions vendre de l'acier, que ce soit en billettes ou sous toute autre forme, et non du minerai de fer et du charbon pour la cokéfaction. Ce qu'il nous faut, c'est une politique relative aux matières premières. Nous devons veiller objectivement aux intérêts de la population de notre pays.

[M. Blenkarn.]

Jusqu'ici, les producteurs canadiens ont travaillé sans aucune assurance de pouvoir écouler leurs produits. Nous avons vu le prix du blé baisser même jusqu'à 60c. ou 70c. sur le marché noir de l'Ouest, prix bien inférieur au coût de production. Nous avons vu des papeteries au bord de la faillite parce qu'elles ne pouvaient écouler leurs produits. Nous avons vu des producteurs de pétrole supplier Ottawa de leur permettre de vendre leurs produits sur le marché canadien. Et ils ont essuyé un refus, parce que quelque part ailleurs, certains de nous, Canadiens, pouvions acheter d'un autre pays le même produit à un prix inférieur. Nous avons vendu le minerai de la Colombie-Britannique. Nous avons dépouillé des montagnes entières. Nous avons construit, aux frais du gouvernement, des chemins de fer et des installations portuaires et vendu notre minerai à des prix inférieurs au coût de production. En effet, à une époque, le bilan de McIntyre Mines semblait catastrophique. Je ne blâme pas les producteurs qui ripostent maintenant: lorsque nous avions des produits et que nous voulions les vendre, vous n'avez pas voulu les acheter, et aujourd'hui, alors qu'il existe une pénurie mondiale, nous avons l'intention de tirer le plus grand profit possible de ces produits. Nous avons déjà été dupés mais maintenant, c'est notre tour.

● (2020)

Il est temps pour nous de réexaminer la nature de notre économie pour ce qui est des marchandises. Il est temps pour nous de considérer les choses non seulement du point de vue des producteurs et des consommateurs mais aussi du point de vue de l'intérêt national à long terme et de mettre au point une politique équitable en matière de marchandises. J'aimerais prendre quelques minutes pour donner un exemple de ce que j'entends par politique équitable en matière de marchandises.

Pour commencer, il faut que nous analysions notre capacité nationale de produire à meilleur marché ou au moins aussi bon marché que tout autre pays du monde. Une fois cette analyse effectuée, nous devons veiller à ce que les produits de base que nous pouvons produire à meilleur marché ou aussi bon marché que les autres pays du monde soient des produits canadiens.

Deuxièmement, nous devons veiller à ce que ces produits canadiens aient le monopole sur le marché canadien de sorte que si l'Oregon a un surplus de cerises, il ne puisse pas le déverser sur le marché de Toronto et faire tomber les prix en causant du tort à nos producteurs, ou que lorsque le marché de Chicago connaît un surplus de bœuf imprévu, il ne puisse pas le déverser à Toronto et mettre ainsi nos éleveurs en faillite ou que lorsque la Suède produit un excédent d'acier, elle ne puisse pas le déverser sur le marché canadien et mettre ainsi nos producteurs d'acier dans une situation désespérée.

Je voudrais parler un instant d'excédents puisque les produits de base jouent un rôle très important dans l'économie du monde de 1974. Je maintiens que si un pain coûtait 10c. vous n'en mangeriez sûrement pas une tranche de plus que s'il coûtait un dollar. En vérité, les augmentations de prix n'ont pas de répercussions importantes sur la demande de produits à moins qu'il n'y ait un produit concurrentiel. En fait, pour les marchandises il faut une augmentation de prix énorme pour réduire la demande et, inversement, il faut une diminution de prix énorme pour accroître la demande.

On a dit avec raison qu'un excédent de moins de 1 p. 100 à la production du cuivre fait tomber les cours du marché mondial au-dessous du prix de revient, tandis qu'un excé-